

Art. 5. Cette réciprocité sera constatée soit par les traités, soit par la production des lois ou actes propres à en établir l'existence.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de la justice, M. CH. FAIDEN, et par le ministre des affaires étrangères, M. H. DE BROUCKERE.

l'éditeur de 20 florins d'amende pour chaque jour qui s'écoule depuis l'omission d'insérer jusqu'à l'insertion.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État, et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de la justice, M. CH. FAIDEN.

161. — 14 MARS 1855. — *Loi qui approuve la convention conclue, le 9 novembre 1854, pour l'échange d'un terrain de l'État avec un terrain de la ville de Mons* (1). (Monit. du 16 mars 1855.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La convention provisoire, conclue le 9 novembre 1854, pour l'échange d'un terrain de l'État avec un terrain appartenant à la ville de Mons, et destiné à faciliter le service de la maison de sûreté de cette ville, est approuvée.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État, et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de la justice, M. CH. FAIDEN, et par le ministre d'État, gouverneur du Brabant, chargé temporairement du département des finances, M. LIEDTS.

163. — 14 MARS 1855. — *Loi qui ouvre un crédit de 80,000 francs au département de l'intérieur* (3). (Monit. du 16 mars 1855.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est ouvert au département de l'intérieur un crédit de quatre-vingt mille francs (fr. 80,000), applicable aux dépenses résultant de la participation des producteurs belges à l'exposition universelle de Paris.

Ce crédit sera prélevé sur les ressources de l'exercice 1855 et formera l'article 73 bis du chapitre XIII du budget du département de l'intérieur pour ledit exercice.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de l'intérieur, M. F. PIERCOT.

162. — 14 MARS 1855. — *Loi interprétative de l'article 15 du décret du 20 juillet 1851 sur la presse* (2). (Monit. du 16 mars 1855.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'art. 15 du décret du 20 juillet 1851 est interprété de la manière suivante :

Si le journal n'est pas quotidien, la réponse sera insérée dans le numéro ordinaire qui paraîtra, selon la périodicité du journal, deux jours au moins après celui du dépôt, à peine contre

164. — 14 MARS 1855. — *Loi concernant les jurys d'examen chargés de la délivrance des grades académiques* (4). (Monit. du 16 mars 1855.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le mode de formation des jurys chargés des examens, établi provisoirement par le § 1<sup>er</sup> de l'art. 40 de la loi du 15 juillet 1849 (*Journal officiel*, n<sup>o</sup> 200), est maintenu pour l'année 1855.

Le § 1<sup>er</sup> de l'art. 37 de la loi du 15 juillet 1849 est abrogé.

(1) Présentation à la chambre des représentants le 26 janvier 1855. — Rapport par M. Lange le 5 février. — Discussion et adoption le 6, à l'unanimité.

Rapport au sénat par M. Coppyn le 24 février. — Discussion le 1<sup>er</sup> et adoption le 2 mars, à l'unanimité.

(2) Présentation à la chambre des représentants le 14 novembre 1854. — Rapport par M. Malou le 30. — Second rapport par M. Malou le 8 février. — Discussion les 1<sup>er</sup> et 3 et adoption le 9, par 41 voix contre 32 et 2 abstentions.

Rapport au sénat par M. d'Anethan le 2 mars. — Discussion le 6 et adoption le 7 par 23 voix contre 7.

(3) Présentation à la chambre des représentants le 9 février 1855. — Rapport par M. Rouselle le 24. — Discussion et adoption le 26, par 59 voix contre 3.

Rapport au sénat par M. Corbisier le 2 mars. — Discussion et adoption le 6, à l'unanimité.

(4) Présentation à la chambre des représentants le 20 janvier 1855. — Rapport par M. de Becker le 13 février. — Discussion les 24 et 26 et adoption le 28, par 78 voix contre 5.

Rapport au sénat par M. d'Anethan le 2 mars. — Discussion et adoption le 6, par 29 voix contre 8.